

Lors de la Conférence internationale sur le développement, les pays du Nord ont imposé le statu quo néolibéral, dénoncent les ONG suisses actives dans la coopération

A Séville, la colère de la société civile

GUY ZURKINDEN

Développement ▶ «Une fois de plus, ce sont les intérêts du capital privé qui se sont imposés.» La Conférence internationale sur le financement du développement, qui se termine ce jeudi à Séville, laisse un goût amer à Dominik Gross. L'expert en politique fiscale d'Alliance Sud, le centre de compétences réunissant plusieurs ONG suisses actives dans la coopération, avait fait le déplacement dans la ville espagnole, comme 4000 autres membres de la société civile. Objectif: revendiquer un ordre économique plus juste face à la septantaine de dirigeant·es et chefs d'Etat, réuni·es du 30 juin au 3 juillet pour discuter du financement des objectifs tracés par l'Agenda 2030 de l'ONU, menacé d'échec.

La conférence se tient dans un contexte marqué par «des vents contraires massifs», selon Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU. L'explosion de la dette publique frappe de plein fouet les pays les plus pauvres, obligés de verser chaque année 1400 milliards de dollars – plus que la totalité de leurs dépenses en matière de santé et d'éducation – à leurs créanciers. A ce fardeau s'ajoutent les baisses drastiques des montants destinés à l'aide au développement versés par les Etats-Unis et les pays européens. La suppression de 83% des programmes financés par l'Usaid pèse ici particulièrement lourd. Au total, 4000 milliards de dollars manquent chaque année pour concrétiser les dix-sept objectifs de l'Agenda 2030, adopté en 2015 par les Nations unies afin de construire «un monde meilleur et plus durable».

«Un pas en arrière»

Dans une déclaration commune adoptée lundi, les Etats participant à la conférence ont listé une série de mesures visant à renforcer les ressources publiques. Les domaines évoqués sont nombreux, de la lutte contre l'évasion fiscale à la restructuration des dettes, en passant par la refonte de l'architecture financière internationale. Selon ce texte, ce cadre devrait permettre de trouver les sources de financement nécessaires à la concrétisation de l'Agenda 2030.

Mais pour la société civile présente à Séville, les 38 pages de la déclaration masquent un vide abyssal. «Ce document ne répond pas aux crises structurelles que nous affrontons. En proposant des ajustements rhétoriques dans tous les domaines, alors qu'une transformation radicale est urgente, il représente un pas en arrière», résume Dereje Alemayehu, coordinateur exécutif de la coalition Global Alliance for Tax Justice, interrogé par *Le Courrier*. Et de prendre l'exemple de la dette: «Les pays en développement proposaient de négocier une restructuration de leurs créances au sein des Nations unies. Mais les pays de l'Union européenne ont fait bloc pour maintenir un processus au cas par cas.» Dominik Gross partage son



Sourds aux revendications des pays du Sud visant à instaurer un ordre économique plus égalitaire, les organisateurs du sommet de Séville ont multiplié les mesures visant à brider l'activité des organisations de la société civile. MARISOL RUIZ / SOCIETY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT

USAID: LES COUPES MENACENT DES MILLIONS DE VIES

L'effondrement des financements américains dédiés à l'aide internationale, décidé par l'administration de Donald Trump, pourrait entraîner plus de 14 millions de morts supplémentaires d'ici à 2030 parmi les plus vulnérables. Un tiers d'entre elles et eux seraient des enfants, selon une projection publiée mardi dans *The Lancet*. «Elles risquent d'interrompre brutalement, voire d'inverser, deux décennies de progrès pour la santé des populations vulnérables. Pour de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, le choc qui en résulterait serait d'une ampleur comparable à celle d'une pandémie mondiale ou d'un conflit armé majeur», a commenté Davide Rasella, coauteur de l'étude et chercheur au Barcelona Institute for Global Health. En examinant les données de 133 pays, l'équipe internationale de chercheur·ses a estimé que les programmes financés par l'Usaid ont permis d'éviter 91 millions de décès dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire entre 2001 et 2021.

Selon leur modélisation, la coupe de 83% du financement américain pourrait entraîner plus de 14 millions de décès supplémentaires d'ici à 2030, dont plus de 4,5 millions d'enfants de moins de 5 ans.

D'autres donateurs internationaux majeurs, principalement européens, comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la France, ont aussi annoncé des coupes dans leurs budgets d'aide étrangère. Cela risque d'entraîner encore plus de décès dans les années à venir», a prévenu Caterina Monti, autre coautrice de l'étude chercheuse à l'ISGlobal.

«Les citoyens américains versent environ 17 cents par jour à l'Usaid, soit environ 64 dollars par an. Je pense que la plupart des gens soutiendraient le maintien de ce financement s'ils savaient combien une si petite contribution peut être efficace pour sauver des millions de vies», a déclaré James Macinko, coauteur de l'étude et professeur à l'université de Californie. **ATS/AFP**

Une structure d'aide sur deux pourrait disparaître

Femmes ▶ Le système humanitaire mondial est soumis à une forte pression. En 2024, près de 45 milliards de dollars américains auraient été nécessaires pour répondre à l'escalade des conflits et des catastrophes. Seulement 7% de cet objectif a été atteint. Et entre 2024 et 2025, les principaux gouvernements donateurs, au premier rang desquels figurent les Etats-Unis, ont annoncé des coupes sombres dans l'aide étrangère.

Selon une enquête mondiale menée par ONU Femmes, 90% des 411 organisations de défense des droits des femmes interrogées sont touchées par une réduction de leur financement. Et plus de la moitié des structures sondées risquent de fermer d'ici

six mois à cause des coupes décidées dans l'aide mondiale.

Ces coupes budgétaires impactent particulièrement les personnes les plus marginalisées, rappelait ONU Femmes à la mi-mai: les migrant·es, les réfugié·es, les personnes LGBTQ+, les femmes âgées et les femmes handicapées, dont les besoins spécifiques peuvent être invisibles. Ces personnes dépendent souvent de systèmes de soutien que seules les organisations féministes locales peuvent mettre en place.

Le soutien financier de celles-ci n'est pas seulement importants pour l'égalité et les droits humains, «mais constitue aussi un impératif stratégique», expliquait Sofia Calltorp, responsable de l'action humanitaire

chez ONU Femmes. Privées d'accès à des revenus, à la nourriture ou à des espaces sûrs, les femmes et les filles sont davantage exposées aux violences, à l'exploitation, et risquent de recourir «à des stratégies d'adaptation néfastes telles le mariage précoce ou la prostitution».

Au Myanmar, en Palestine, au Soudan, en Afghanistan, les organisations de défense des droits des femmes fournissent des services vitaux, rappelle ONU Femmes, par exemple en offrant des espaces sûrs ou en favorisant l'accès au microcrédit. Sans oublier leur travail de plaidoyer, qui permet de faire entendre la voix des femmes dans la planification de l'aide humanitaire et les décisions politiques. **DOMINIQUE HARTMAN**

analyse: «Aucun progrès n'a été réalisé en ce qui concerne le désendettement urgent de nombreux pays du Sud. Ces derniers devront continuer à consacrer une part très importante de leur budget au service de la dette, réduisant leur capacité à fournir un service public de qualité à leurs citoyens.» Le représentant d'Alliance Sud précise que, sur ce thème, la représentation officielle de la Suisse s'est «rangée du côté des pays du Nord et a défendu les intérêts des créanciers privés suisses comme l'UBS ou Glencore».

Un sommet peu démocratique

Dominik Gross souligne aussi certains aspects problématiques dans le déroulement du sommet: «L'ONU et les forces de sécurité espagnoles ont interdit la diffusion de matériel de campagne dans le bâtiment de la conférence, entravé les manifestations, limité les contributions de la société civile dans les discussions et harcelé ses représentants par des mesures disciplinaires. Des pratiques totalement inacceptables sous l'égide d'une organisation qui prétend garantir des espaces inclusifs et démocratiques.»

Côté positif, l'expert d'Alliance Sud note «quelques bonnes formulations concernant l'imposition progressive des multinationales, des fortunes privées et des pollueurs climatiques», qui restent à concrétiser. Au final, c'est pourtant «l'idéologie néolibérale, selon laquelle l'argent privé doit stimuler le développement et en avoir le contrôle», qui sortira renforcée du sommet de Séville.

«Les pays du Nord ont fait bloc pour refuser toute restructuration de la dette du Sud» Dereje Alemayehu

La société civile ne baisse pourtant pas les bras. «Nous devons continuer la lutte, amener nos propositions au sein de l'assemblée générale des Nations unies, où les pays en développement sont en majorité. Et surtout, continuer à faire pression», souligne Dereje Alemayehu. Pour Dominik Gross, la présence citoyenne à Séville avait surtout pour objet de contester le narratif d'une majorité des gouvernements, selon lesquels la déclaration finale représenterait un progrès vers le financement d'un développement durable et équitable. «Nous allons maintenant porter nos revendications dans d'autres instances, comme par exemple les négociations pour une convention fiscale de l'ONU, la COP 30 sur le climat ou l'assemblée générale de l'ONU», conclut le représentant d'Alliance Sud. **I**